

Agriculture : Oasis Réunion attend des moyens concrets pour une autonomie alimentaire durable

Les priorités affichées par la chambre d'agriculture (autonomie alimentaire et développement de l'agriculture biologique) semblent correspondre avec celles d'Oasis Réunion. Pourtant, à y regarder de plus près, des différences profondes existent et, au-delà de la communication, ce sont désormais des moyens concrets qui sont attendus pour un vrai essor des cultures vivrières biologiques sur l'île.

Oasis Réunion milite pour que La Réunion atteigne une véritable souveraineté alimentaire durable. (Photo DR)



Autonomie alimentaire, agriculture biologique et transition de la filière canne à sucre. Ces trois thèmes, chevaux de bataille d'**Oasis Réunion**, n'ont pourtant pas été évoqués par le collectif citoyen vendredi 29 janvier mais plutôt par la chambre d'agriculture qui a fait de ces thèmes ses priorités pour l'année 2021. De quoi satisfaire **Oasis Réunion** qui estime toutefois que beaucoup reste à accomplir pour qu'un changement de fond survienne dans l'agriculture péi.

« Le développement du bio reste encore très mal accompagné, indique Bernard Astruc l'un des coordinateurs d'**Oasis Réunion**. Mais cette évolution est indispensable. On voit par exemple que sur le marché mondial, la canne à sucre réunionnaise a du mal à s'écouler à cause de son prix. Pour l'épauler dans ce changement, la chambre a besoin de l'appui des consommateurs que nous représentons. »

La chambre d'agriculture observe toutefois avec réserve les avis qui émanent d'**Oasis Réunion**. « Nous voulons écouter les consommateurs, indique Olivier Fontaine, secrétaire général de la chambre d'agriculture. Mais la chambre se montre déjà très active sur les questions de l'autonomie alimentaire et du bio. Dans ce domaine, nous avons renforcé les effectifs pour mieux accompagner les agriculteurs. Et, il ne faut pas se tromper. La canne à sucre fera partie intégrante de l'avenir de l'agriculture réunionnaise. Enlever des hectares de canne pour en faire des cultures vivrières ne me semble pas pertinent car les besoins en surface ne sont pas si grands que ça. La canne et l'autonomie alimentaire sont compatibles. »

La question de la crise sanitaire

Les objectifs de la chambre d'agriculture et ceux d'**Oasis Réunion**, désormais identifié comme un interlocuteur qui compte par le gouvernement et en particulier par le ministère des Outre-mer qui a organisé une visio-conférence avec le collectif citoyen il y a moins de 15 jours sur le thème de l'agriculture durable et de l'autonomie alimentaire, semblent similaires. Mais ce sont leurs préconisations qui diffèrent. Un autre acteur de taille, l'Etat pourrait donc bien jouer un rôle d'arbitre pour proposer une feuille de route dans les prochaines années à l'agriculture péi. Depuis que la crise sanitaire a frappé le monde, la question de la souveraineté alimentaire a pris une dimension de priorité pour le gouvernement. En particulier dans les territoires ultramarins.

Conscient de cette opportunité, **Oasis Réunion** veut à présent l'exploiter pleinement et demande une accélération de la transition et une amplification des crédits dévolus à la mise en place d'une autonomie alimentaire durable sur l'île. « Il faut profiter du plan de relance du gouvernement pour avancer concrètement sur la question de l'autonomie alimentaire, pose Bernard Astruc. Les crédits doivent être fléchés vers le financement de formations en agriculture biologique et aussi vers la création de davantage de postes de techniciens pour conseiller les agriculteurs. Actuellement, il n'y a que 2 techniciens spécialisés en bio sur un total de 40. On constate qu'il y a une volonté affichée d'aller vers une transition agricole mais il n'y a pas les moyens suffisants qui sont mis en face. »

Une absence de moyens qui se traduit, par exemple, par la très faible part des produits locaux bio utilisés dans la restauration collective qui tourne autour de 1% dans les cantines du territoire. Pour tenter d'avancer sur ces différentes questions, cruciales pour l'avenir du secteur agricole réunionnais, un séminaire de travail, auquel prendra part la DAAF (Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt), aura lieu fin février sous l'égide du Département. L'occasion, sans doute, d'évoquer le plan Agripéi qui vise l'autonomie alimentaire en 2030 et qu'il faudra peut-être, au vu des conséquences de l'épidémie de Covid, amender et adapter pour qu'il atteigne cet objectif plus rapidement.

par **François Benito** <https://www.lequotidien.re/actualites/region/agriculture-oasis-reunion-attend-des-moyens-concrets-pour-une-autonomie-alimentaire-durable/>